

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/425  
5 décembre 2000

(00-5262)

---

## CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

### RAPPORT DE SITUATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL (2000) SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

#### 1. Introduction

Au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour (WT/MIN/(96)/DEC), le Conseil du commerce des marchandises a été chargé:

"d'entreprendre des travaux exploratoires et analytiques, en s'inspirant des travaux des autres organisations internationales compétentes, au sujet de la simplification des procédures commerciales pour voir s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC dans ce domaine".

Dans le cadre de la poursuite de ses travaux sur la facilitation des échanges<sup>1</sup>, le Conseil du commerce des marchandises a tenu trois réunions informelles (les 7 juin, 13 juillet et 26 octobre) en 2000.

Les Membres ont invité les secrétariats du Centre du commerce international (CCI), de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE/ONU), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) à participer à ces réunions informelles.

Au total, 16 Membres, ainsi qu'un observateur, ont fait parvenir une communication écrite au Secrétariat de l'OMC en 2000. En outre, le Secrétariat a mis à jour sa note d'information concernant les travaux menés dans d'autres organisations internationales (G/C/W/80/Rev.1). Un tableau récapitulant l'ensemble des communications est annexé au présent document.

#### 2. Expériences propres des Membres

Plusieurs Membres de l'OMC ont mis en commun leurs propres expériences en matière de facilitation des échanges lors des réunions informelles du Conseil du commerce des marchandises. Ces présentations comportent un certain nombre de points communs: il y a premièrement le fait que les mesures de facilitation des échanges sont prises par les administrations pour répondre à des problèmes bien concrets tels que les difficultés résultant de l'accroissement du volume des échanges, de la stagnation des budgets administratifs et des exigences accrues du secteur privé en matière de facilitation. Deuxièmement, les expériences montrent que la simplification des prescriptions officielles est une condition préalable essentielle à l'application des technologies de l'information. L'utilisation des technologies de l'information contribue quant à elle à faire gagner du temps et à

---

<sup>1</sup> Le rapport du Conseil du commerce des marchandises sur l'état d'avancement des travaux (G/L/333) donne un aperçu des travaux qui ont été menés de 1997 à 1999.

améliorer l'efficacité des procédures de dédouanement dont les Membres ont rendu compte. Troisième point important: la simplification des procédures et l'amélioration de la transparence bénéficient en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME).

Une autre observation commune aux différentes expériences nationales est que les administrations de toutes les régions font des efforts croissants pour encourager l'établissement de liens de coopération entre les gouvernements et les milieux d'affaires, que ce soit en facilitant l'accès aux prescriptions en matière d'information à l'importation et à l'exportation et à d'autres renseignements pertinents (par exemple, en utilisant Internet), par le biais de groupes de liaison avec les clients, de décisions anticipées, de couloirs verts destinés aux commerçants en conformité, ou par d'autres mesures.

Plusieurs difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement sans littoral, notamment des questions telles que l'absence de façade maritime et la liberté de transit, ont été analysées dans une communication. Il y était dit que l'étude de la facilitation des échanges devrait à l'avenir faire une plus large place aux questions de transit. Les délégations sont convenues d'inscrire un point spécifique relatif aux procédures de transit et aux problèmes connexes des pays sans littoral à l'ordre du jour des réunions futures.

### **3. Principes et mesures de facilitation des échanges**

Des Membres ont insisté sur l'importance de certaines mesures de facilitation des échanges et meilleures pratiques, ainsi que sur leur lien avec certains principes fondamentaux de l'OMC consacrés dans le cadre juridique de cette organisation, par exemple dans les articles VIII et X du GATT. Les principes de transparence et de simplification étaient des thèmes récurrents qui apparaissaient dans tous les documents présentant les expériences des pays.

Toutes les délégations ont souligné l'importance des mesures visant à améliorer la transparence et la prévisibilité. Aux termes de l'article X du GATT, les Membres sont tenus de publier l'ensemble des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale relatifs à l'importation ou à l'exportation, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance. Toutefois, on continuait de considérer que les problèmes de transparence engendraient des retards et des frais supplémentaires de mise en conformité pour les commerçants et qu'ils favorisaient l'apparition de pratiques discrétionnaires. Il a été signalé que les modifications arbitraires ou soudaines des pratiques étaient une cause fréquente de perturbations. Les mesures proposées pour améliorer l'accès à l'information et parvenir à une sensibilisation, une clarté et une prévisibilité accrues en ce qui concerne les prescriptions et les procédures pertinentes pour le commerce international sont les suivantes: i) publication de l'ensemble des règles, réglementations et directives administratives relatives aux procédures et prescriptions commerciales officielles et facilité d'accès à ces documents; ii) décisions anticipées concernant la classification tarifaire et les autres formes de traitement douanier; iii) publication préalable des nouvelles procédures et des procédures modifiées; iv) création de points d'information où tous les renseignements concernant les procédures commerciales soient disponibles.

De plus, toutes les délégations ont mis l'accent sur le principe de simplification. Un certain nombre de propositions concernant des mesures liées à ce principe ont également été évoquées sur des sujets tels que l'efficacité, l'effet le moins restrictif pour le commerce, l'intervention par exception ou la coordination. Certaines mesures proposées sur ces sujets traitent des domaines suivants: i) réduction des procédures douanières à l'importation et à l'exportation au strict minimum, en assurant un équilibre entre facilitation et contrainte; ii) introduction de systèmes de contrôle douanier modernes et flexibles fondés sur les techniques d'évaluation des risques permettant de procéder à un contrôle après le dédouanement, à un traitement avant l'arrivée des marchandises, et mise en place de procédures facilitées ou accélérées pour les négociants agréés; iii) adaptation des prescriptions et des

formalités aux normes et instruments internationaux en vigueur; iv) regroupement des contrôles officiels au sein d'un seul organisme; v) "guichet unique" pour la communication des renseignements demandés; vi) reconnaissance de l'équivalence des normes nationales existantes lorsque les normes internationales font défaut.

Parmi les autres principes mentionnés lors des réunions informelles figuraient les concepts de proportionnalité, de non-discrimination, d'intégrité et de consultation.

#### **4. Aspects de la facilitation des échanges liés au développement et au renforcement des capacités**

Les délégations ont souligné que le renforcement des capacités et l'assistance technique étaient non seulement d'une importance fondamentale pour la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges mais que les principes qui sous-tendent le système commercial multilatéral exigeaient des efforts positifs en faveur des pays en développement. Tout en reconnaissant que l'assistance technique était actuellement fournie tant sur une base bilatérale que par le biais de programmes régionaux ou multilatéraux, les participants ont noté que les efforts des organisations intergouvernementales, des donateurs et des gouvernements bénéficiaires n'étaient pas suffisamment coordonnés, d'où des lacunes dans certains domaines et des chevauchements dans d'autres. Par conséquent, le peu de ressources disponibles n'était pas utilisé au mieux. Les programmes d'assistance existants ne traitaient souvent que certains aspects de la facilitation des échanges; or, les procédures commerciales étant reliées entre elles, il importait de concevoir des programmes intégrés qui englobent l'ensemble des procédures et outils interdépendants ayant trait aux différents stades de la transaction commerciale. En outre, si nombre d'institutions et de donateurs travaillaient à la facilitation des échanges, il n'existait pas d'objectifs communs sur lesquels ils pouvaient cibler leurs efforts.

Des délégations ont exprimé les vues selon lesquelles l'expérience de la mise en œuvre de certains Accords de l'OMC semblait indiquer que l'assistance ne devrait pas venir s'ajouter après coup aux disciplines de l'OMC mais être à l'avenir mise au point avant que les négociations se terminent. L'expérience d'autres organisations ayant exercé des activités d'assistance technique montrait en outre que le maintien à plus long terme et un suivi régulier étaient importants pour que ces améliorations ne restent pas sans lendemain.

Plusieurs délégations ont fait observer que le secteur privé pouvait jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges.

---

## ANNEXE

**Tableau récapitulatif des communications écrites sur la facilitation des échanges  
distribuées en 2000**

Cote	Membre/Autre source	Date	Titre et sujet
G/C/W/211	Communautés européennes	6 juin 2000	Principes fondamentaux du GATT/de l'OMC appliqués à la facilitation des échanges
G/C/W/212	Corée	6 juin 2000	Action entreprise récemment par la Corée pour rationaliser le système de dédouanement
G/C/W/214	Canada/États-Unis	9 juin 2000	Proposition concernant une méthode de travail du Conseil du commerce des marchandises relative à la facilitation des échanges
G/C/W/215	Japon	9 juin 2000	Proposition concernant les travaux futurs relatifs à la facilitation des échanges
G/C/W/221	Norvège	18 juillet 2000	Expérience de la Norvège en matière de facilitation des échanges – Procédures électroniques de dédouanement
G/C/W/80/Rev.1	Secrétariat de l'OMC	22 septembre 2000	Note d'information du Secrétariat sur les travaux entrepris par d'autres organisations intergouvernementales
G/C/W/230	Secrétariat de la CNUCED	17 octobre 2000	Problèmes de transit des pays en développement sans littoral
G/C/W/231	Hong Kong, Chine	19 octobre 2000	Procédures et prescriptions en matière d'importation et d'exportation et mesures de facilitation
G/C/W/232	Maldives	20 octobre 2000	Mesures de facilitation des échanges prises récemment par l'Administration des douanes des Maldives
G/C/W/233	Australie	23 octobre 2000	Expérience de l'Australie en matière de facilitation des procédures douanières
G/C/W/234	Suisse	23 octobre 2000	Simplification des procédures douanières, allègements administratifs et PME: l'expérience suisse en matière de facilitation des échanges
G/C/W/235	Communautés européennes	24 octobre 2000	Assistance technique et renforcement des capacités pour la facilitation des échanges
G/C/W/236	Japon	24 octobre 2000	Facilitation des échanges et procédures douanières
G/C/W/237	Paraguay	25 octobre 2000	Présentation concernant les pays sans littoral
G/C/W/238	Canada	31 octobre 2000	Expérience propre du Canada

Cote	Membre/Autre source	Date	Titre et sujet
G/C/W/239	Chili	31 octobre 2000	Expérience du Chili en ce qui concerne la modernisation de l'administration douanière grâce à l'utilisation des technologies de l'information
G/C/W/240	Costa Rica	31 octobre 2000	Position adoptée par le Costa Rica concernant la facilitation des échanges
G/C/W/221/Add.1	Norvège	31 octobre 2000	Expérience de la Norvège en matière de facilitation des échanges – Procédures électroniques de dédouanement – Addendum

---